

Économie
LE POINT

22 avril 2025

Les États-Unis peuvent-ils, ou devraient-ils, rapatrier les emplois dans les usines?

par Andrew Grantham andrew.grantham@cibc.com et Avery Shenfeld avery.shenfeld@cibc.com

La guerre commerciale de cette année va au-delà du secteur manufacturier, avec des tarifs douaniers sur l'agriculture, l'exploitation minière et les produits forestiers, mais au cœur de cette guerre se trouve le désir de la Maison-Blanche de voir les emplois manufacturiers revenir en territoire américain. Une guerre commerciale bilatérale pourrait ne pas entraîner ce résultat, car elle peut compromettre les emplois liés aux exportations manufacturières en raison des tarifs douaniers de rétorsion des autres pays et augmenter les coûts pour les fabricants qui utilisent des intrants importés. Mais à un niveau plus fondamental, nous devrions nous demander si le rapatriement de ces emplois en usine est en soi un objectif louable, étant donné que l'économie américaine a commencé l'année à un niveau proche du plein emploi.

Il ne fait aucun doute que, sur le plan de la production ou de l'emploi, le secteur manufacturier américain ne joue plus un rôle aussi important dans le PIB global du pays. Comme dans d'autres économies avancées, le secteur manufacturier a cédé la place à celui des services en ce qui concerne sa part de l'activité économique et, encore plus, sa part des emplois (Graphique 1). Cette baisse du nombre d'emplois reflète les solides gains de productivité de la main-d'œuvre enregistrés au cours des décennies précédant 2010 et qui découlaient de

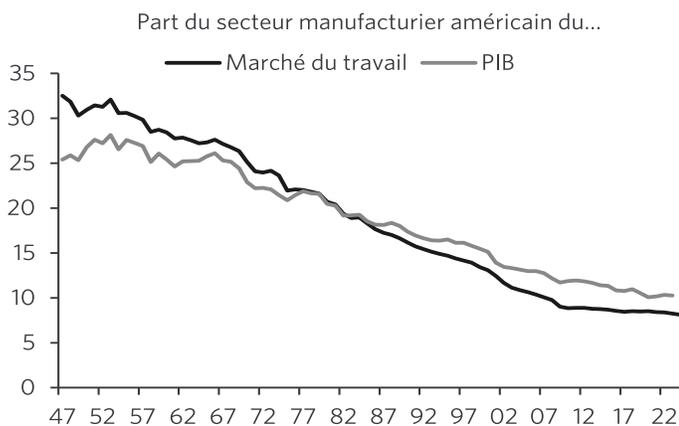
l'automatisation. Dans une certaine mesure, cela tient aussi compte du fait que ce qui était autrefois considéré comme un emploi manufacturier se manifeste maintenant sous la forme d'emplois dans des sociétés de services qui ont été engagées pour assurer le nettoyage, la sécurité et d'autres fonctions dans les usines américaines.

Mais n'oubliez pas que les États-Unis ont commencé l'année 2025 essentiellement au plein emploi. Il n'est donc pas question d'augmenter le nombre total d'emplois ou d'absorber un surplus d'Américains qui cherchent du travail. Les éventuels gains réalisés dans le secteur manufacturier, et en particulier dans le type d'emplois manufacturiers qui ont maintenant été supplantés par les biens importés, nécessiteraient une réaffectation des travailleurs d'autres secteurs. Les données laissent croire qu'une telle réaffectation ne représenterait pas une amélioration nette du niveau de vie aux États-Unis.

Quelle marge de manœuvre?

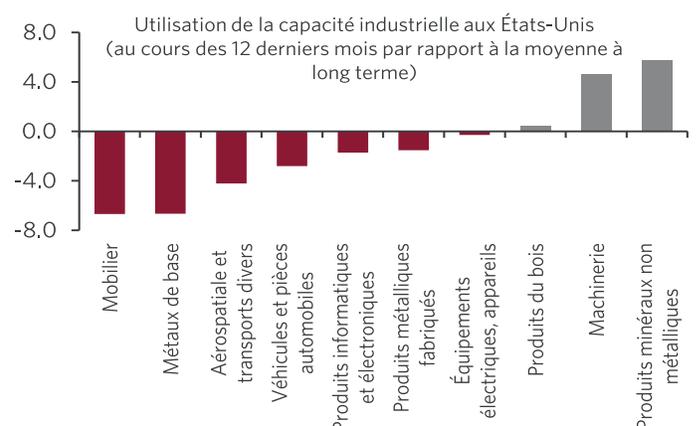
À court terme, la capacité à éliminer les importations variera selon celle des installations existantes et la disponibilité de la main-d'œuvre. Pour ce qui est des installations, les données

Graphique 1: La baisse constante du secteur manufacturier en pourcentage du PIB et du marché du travail



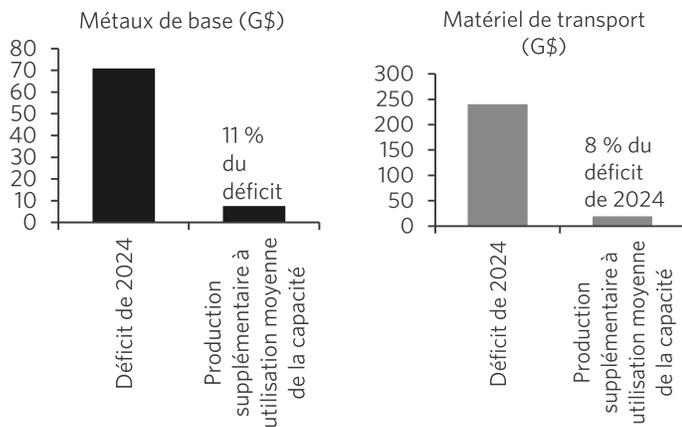
Source: BEA, BLS et Banque CIBC

Graphique 2: Certains secteurs manufacturiers aux États-Unis exercent leurs activités en deçà de leur capacité normale



Source: Réserve fédérale et Banque CIBC

Graphique 3: La capacité supplémentaire dans les secteurs clés ne compenserait que 10 % des déficits commerciaux

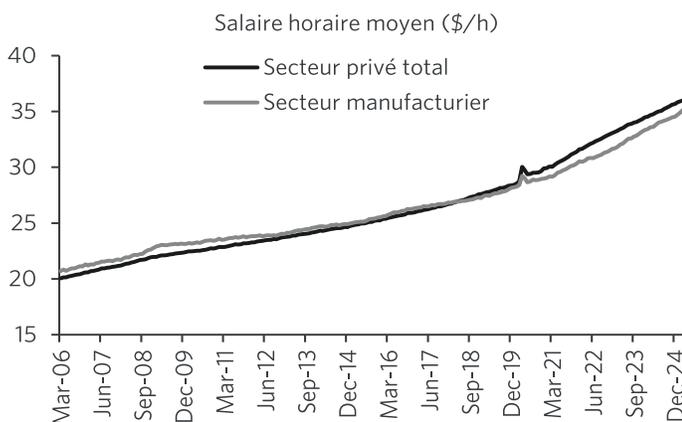


Source: Réserve fédérale, BEA et Banque CIBC

sur l'utilisation de la capacité, même si elles incluent parfois une capacité qui n'est pas vraiment fonctionnelle, donnent à penser qu'il y a une certaine marge de manœuvre dans les secteurs où les États-Unis ont appliqué des tarifs douaniers plus élevés que la moyenne, y compris les métaux de base (acier et aluminium) et les véhicules automobiles. Ces deux secteurs, ainsi que l'aérospatiale et le mobilier, fonctionnent à des taux d'utilisation de la capacité inférieurs à leurs normes à long terme (Graphique 2).

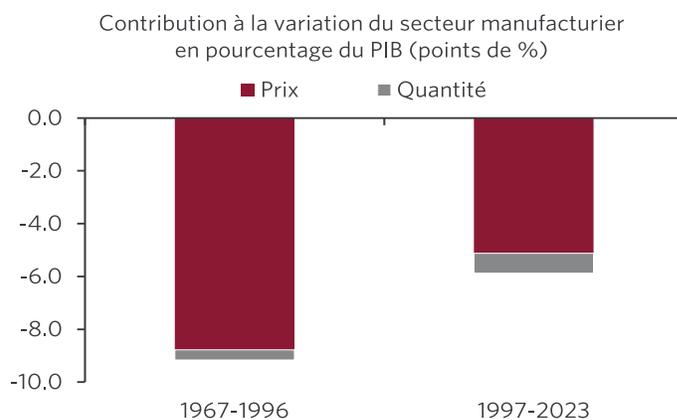
Malgré tout, ramener leurs taux habituels d'utilisation de la capacité ne ferait pas grand-chose pour réduire les déficits commerciaux des États-Unis dans les secteurs des métaux ou du matériel de transport (Graphique 3). Pour rétablir l'équilibre commercial entre ces secteurs et le reste du monde, il faudrait apporter d'importants ajouts à la capacité actuelle, ce qui demanderait d'ordinaire un travail s'échelonnant sur plusieurs années. C'est donc dire qu'à court terme, les importations conserveraient une part importante du marché américain, et les acheteurs américains de ces produits feraient face à des coûts plus élevés.

Graphique 4: Les salaires moyens dans le secteur manufacturier sont maintenant inférieurs à ceux de l'ensemble de l'économie



Source: BLS et Banque CIBC

Graphique 5: La baisse du secteur manufacturier en pourcentage du PIB est principalement attribuable à la baisse des prix



Source: BEA et Banque CIBC

Un changement qui ne produirait pas les résultats escomptés

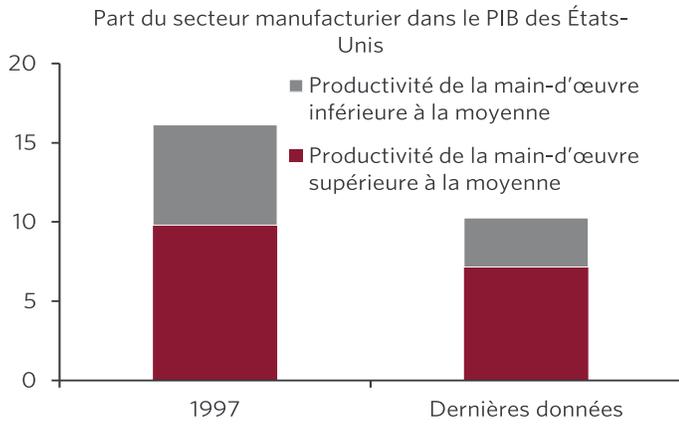
La main-d'œuvre poserait le défi le plus important, et il n'est pas certain que le transfert des travailleurs de leur emploi actuel vers un type d'emploi manufacturier qui serait recherché afin de remplacer les importations représenterait un gain. On a tendance à idéaliser le bon vieux temps des décennies passées, qui étaient marquées par les emplois dans le secteur manufacturier. Toutefois, il ne faut pas oublier que les abattoirs, ou encore les rangées d'ouvriers travaillant sur des machines à coudre qui fabriquent des t-shirts, font aussi partie du secteur manufacturier et, bien que ce soient de bonnes sources d'emploi pour certains, les jeunes travailleurs d'aujourd'hui sont plus susceptibles de penser que leur employeur idéal se trouve ailleurs.

De plus, la notion selon laquelle les emplois en usine offrent un salaire plus élevé est un anachronisme historique. Le salaire horaire moyen dans le secteur manufacturier a cessé de dépasser celui du secteur privé il y a dix ans, et cet écart s'est creusé depuis la pandémie (Graphique 4), malgré le fait que des robots ont remplacé certains des postes moins bien rémunérés sur les chaînes de montage.

Bien que la productivité du secteur manufacturier ait été solide avant 2010, ce qui est habituellement favorable à l'inflation des salaires, les prix de vente finaux des biens manufacturés ont diminué, freinant la croissance des salaires dans le secteur. En effet, ce sont les fluctuations des prix par rapport à d'autres secteurs de l'économie qui expliquent la majeure partie du recul du secteur manufacturier par rapport au PIB nominal (Graphique 5). Le volume de production manufacturière a augmenté à un rythme semblable à celui de l'activité dans le reste de l'économie.

La baisse de la proportion d'emplois manufacturiers au sein de la population active reflète donc une augmentation de la productivité. C'est ce qui se passe dans les secteurs, mais cela reflète aussi le fait que le secteur industriel américain est de plus en plus axé sur les sous-secteurs à productivité élevée

Graphique 6: La diminution de la part du secteur manufacturier américain découle principalement des domaines à faible productivité

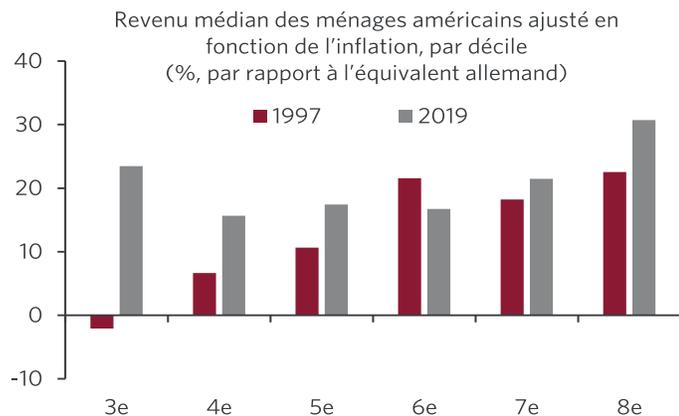


Source: BEA et Banque CIBC

(Graphique 6). Les sous-secteurs à faible productivité qui ont perdu une plus grande part du PIB se trouvaient dans les types d'installations où le personnel ne générant pas assez de valeur par heure pour justifier des taux de salaire américains, et ont été transférés dans les économies de marchés émergents où les échelles salariales étaient moins élevées. Pourquoi imposer des tarifs douaniers sur les chaussures, les t-shirts, les jouets bas de gamme et autres articles du genre fabriqués à l'étranger si leur fabrication aux États-Unis faisait en sorte que les Américains occuperaient des postes à faible productivité et peu rémunérés?

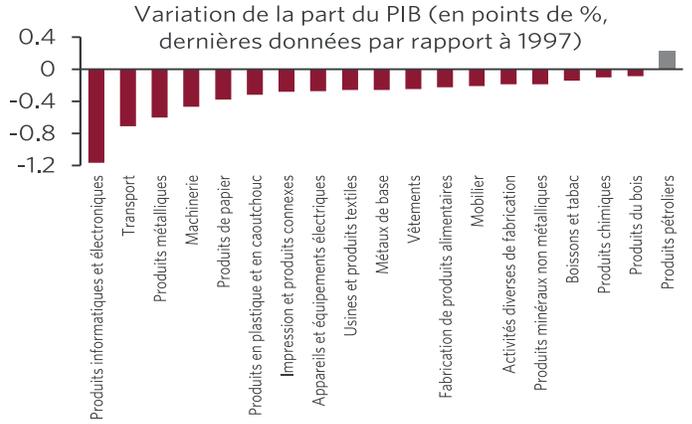
Les données internationales laissent également entendre qu'il n'y a pas de lien étroit entre la part de l'activité manufacturière et le niveau de vie. Certes, le fait de passer d'une société rurale et agricole à une économie urbaine et manufacturière est souvent une étape importante dans le développement économique. Toutefois, de nos jours, une économie de services fondée sur le savoir peut souvent être avantageuse pour une économie à revenu élevé. En 2019, l'Allemagne était toujours une grande puissance manufacturière, tandis que les États-Unis

Graphique 7: Les revenus de la classe moyenne américaine demeurent plus élevés qu'en Allemagne, et ce, même avec moins d'emplois dans le secteur manufacturier



Source: Luxembourg Income Study Database

Graphique 8: Certains secteurs à productivité élevée, comme les métaux et les automobiles, ont perdu des parts de marché

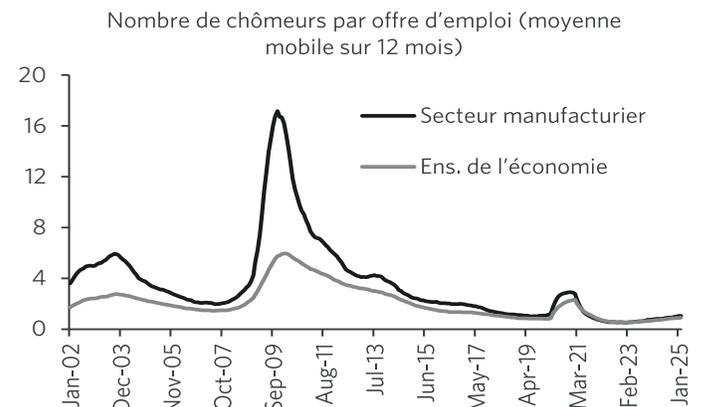


Source: BEA et Banque CIBC

avaient renoncé à une grande partie de leurs usines au cours de la décennie précédente. Pourtant, les Américains ont creusé leur écart avec les ménages allemands en ce qui a trait aux revenus réels (Graphique 7), et ce, pour l'ensemble des paliers de rémunération.

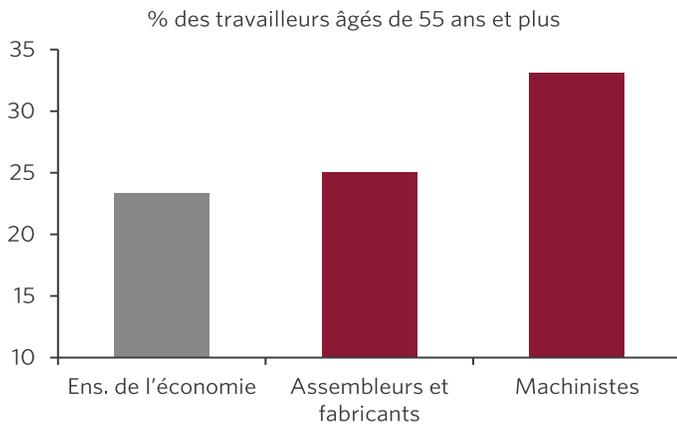
Toutefois, un examen plus détaillé des pertes au sein du secteur manufacturier au cours des dernières années met en évidence quelques domaines à productivité élevée où il y a eu un important recul (Graphique 8). Sans surprise, il s'agit de secteurs tels que les métaux et le transport, qui ont déjà fait l'objet de tarifs douaniers sectoriels. Apparemment, la Maison-Blanche envisage aussi d'imposer des tarifs douaniers sectoriels sur les produits électroniques, qui ont enregistré la plus forte baisse en pourcentage du PIB, mais où les emplois n'avaient pas si productifs.

Graphique 9: Il n'y a plus d'excédent de travailleurs du secteur manufacturier



Source: BLS et Banque CIBC

Graphique 10: Aux États-Unis, les opérateurs de machines approchent de l'âge de la retraite davantage que la moyenne



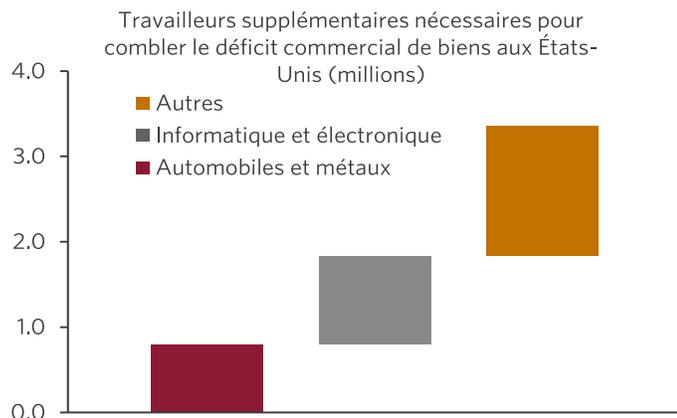
Source: BLS et Banque CIBC

Trouver le personnel pour les chaînes de production

L'autre réalité, c'est que les personnes qui faisaient partie de la main-d'œuvre manufacturière américaine au sens large il y a de cela des décennies, ont soit pris leur retraite, soit changé de poste. Il serait donc difficile de trouver des personnes pour les remplacer. Contrairement à ce qui s'est passé au début du millénaire, ou même davantage au lendemain de la récession causée par la crise financière de 2008, nous n'avons pas un excès de travailleurs au chômage dans le secteur qui sont prêts à occuper des postes qui se libèreraient. Tant dans le secteur manufacturier que dans l'ensemble de l'économie, les Américains au chômage sont très peu nombreux par rapport au nombre de postes vacants (Graphique 9).

Les politiques d'immigration restrictives, les choix en matière d'éducation et le vieillissement de la population ne feront que rendre l'expansion du secteur manufacturier encore plus difficile au cours des prochaines années. Les travailleurs du secteur manufacturier ont tendance à avoir quelques années de plus

Graphique 11: D'importants efforts de recrutement seront nécessaires pour atteindre un niveau de production capable de combler le déficit



Source: BLS et Banque CIBC

que le travailleur moyen au sein de l'économie, et une plus grande proportion de ceux-ci ont maintenant plus de 55 ans (Graphique 10). Ils occupent aussi parfois des postes physiquement exigeants qui leur font prendre leur retraite plus tôt.

Un manque de main-d'œuvre disponible constituera alors un obstacle important à la relocalisation des activités manufacturières. Pour que les États-Unis parviennent à équilibrer leur commerce de biens, ils auront besoin de 3,3 millions de nouveaux travailleurs pour combler la croissance de la production intérieure nécessaire, ce qui équivaut à près de 2 % de la population active actuelle (Graphique 11). De toute évidence, cela est impossible et ne se produira pas, mais ce calcul comprend d'importantes hausses dans les secteurs à faible productivité, qui ne devraient pas être la principale cible des ambitions manufacturières des États-Unis.

Toutefois, même en rééquilibrant seulement le commerce dans les secteurs de l'automobile, de la métallurgie et de l'électronique (les secteurs où les États-Unis ont perdu le plus de terrain au cours des dernières décennies et où des tarifs douaniers sectoriels ont été mis en œuvre ou menacent de l'être) l'économie aurait besoin de 1,8 million de travailleurs supplémentaires, soit environ 1,1 % de la main-d'œuvre actuelle. Ce serait déjà difficile d'atteindre cet objectif, compte tenu du fait que le marché du travail est déjà en situation de plein emploi, ou du moins qu'il en est proche.

De plus, dans le secteur de l'électronique, il ne s'agit pas seulement du nombre de travailleurs disponibles, mais aussi de leur formation et de leurs compétences. Un chef de la direction d'une société importante de ce secteur a souligné que l'avantage actuel de la Chine en électronique ne se limite pas aux salaires, mais qu'il est aussi le fruit de la formation professionnelle et des compétences de ses travailleurs, car le système d'éducation américain privilégie davantage les compétences de conception et de services numériques que celles d'ingénierie en outillage. Il y aura beaucoup de chemin à faire pour former un nombre suffisant d'Américains ou faire venir des immigrants possédant ces compétences, sans parler du réseau d'installations nécessaires pour reproduire ce qui est actuellement en place en Asie.

Il ne faut pas regretter le bon vieux temps

Cela ne veut pas dire qu'il n'y aurait pas de raisons d'adopter des politiques protectionnistes limitées à une liste restreinte de partenaires commerciaux. Les États-Unis pourraient vouloir promouvoir leurs secteurs des semi-conducteurs ou du matériel de défense pour des raisons qui ne sont pas de nature économique, et certains font valoir que le commerce a été faussé dans certains cas par des subventions gouvernementales au sein de pays n'ayant pas une économie de marché. Mais ceux qui regrettent le bon vieux temps où les villes industrielles se portaient mieux doivent se rappeler que les revenus réels aux États-Unis ont augmenté depuis, et les travailleurs ont trouvé d'autres emplois pour se retrouver aujourd'hui dans un marché du travail où les emplois manufacturiers ne procurent plus un salaire supérieur à la moyenne.

Les tarifs douaniers pourraient ne pas réussir à rapatrier les emplois manufacturiers pour une foule de raisons, notamment l'offre limitée de main-d'œuvre pour les usines américaines, les représailles tarifaires des marchés d'exportation des États-Unis et l'incidence des tarifs douaniers sur les biens intermédiaires sur la compétitivité des usines américaines en matière de coûts. Mais, même si les tarifs douaniers fonctionnaient sans pour autant réduire le niveau de vie en raison de la hausse des prix des importations ou des substituts nationaux, l'objectif en soi pourrait ne pas représenter la victoire que beaucoup s'imaginent.

Contacts:

Avery Shenfeld
avery.shenfeld@cibc.com

Benjamin Tal
benjamin.tal@cibc.com

Andrew Grantham
andrew.grantham@cibc.com

Ali Jaffery
ali.jaffery@cibc.com

Katherine Judge
katherine.judge@cibc.com

CIBC Capital Markets
PO Box 500
161 Bay Street, Brookfield Place
Toronto, Canada, M5J 2S8
[Bloomberg @ CIBC](#)

economics.cibccm.com

CIBC Capital Markets is a trademark brand name under which Canadian Imperial Bank of Commerce ("CIBC"), its subsidiaries and affiliates (including, without limitation, CIBC World Markets Inc., CIBC World Markets Corp. and CIBC Capital Markets (Europe) S.A.) provide different products and services to our customers around the world. Products and/or services offered by CIBC include corporate lending services, foreign exchange, money market instruments, structured notes, interest rate products and OTC derivatives. CIBC's Foreign Exchange Disclosure Statement relating to guidelines contained in the FX Global Code can be found at www.cibccm.com/fxdisclosure. Other products and services, such as exchange-traded equity and equity options, fixed income securities and futures execution of Canadian securities, are offered through directly or indirectly held subsidiaries of CIBC as indicated below.

Distribution

This report is written by the economics team at CIBC Capital Markets and is not the product of a CIBC Capital Markets research department. This report is issued and approved for distribution: (a) in Canada, by CIBC World Markets Inc., a member of the Canadian Investment Regulatory Organization, the Toronto Stock Exchange, the TSX Venture Exchange and a Member of the Canadian Investor Protection Fund; and (b) in the United States, by either: (i) CIBC World Markets Inc. for distribution only to U.S. Major Institutional Investors ("MII") (as such term is defined in SEC Rule 15a-6) or (ii) CIBC World Markets Corp., a member of the Financial Industry Regulatory Authority. U.S. MIIs receiving this report from CIBC World Markets Inc. (the Canadian broker-dealer) are required to effect transactions (other than negotiating their terms) in securities discussed in the report through CIBC World Markets Corp. (the U.S. broker-dealer).

This report is provided, for informational purposes only, to institutional investor and retail clients of CIBC World Markets Inc. in Canada and does not constitute an offer or solicitation to buy or sell any securities discussed herein, including (without limitation) in any jurisdiction where such offer or solicitation would be prohibited.

The distribution of this report in the United Kingdom is being made only to, or directed only at, persons falling within one or more of the exemptions from the financial promotion regime in section 21 of the UK Financial Services and Markets Act 2000 (as amended) ("FSMA") including, without limitation, to the following:

- authorised firms under FSMA and certain other investment professionals falling within article 19 of the FSMA (Financial Promotion) Order 2005 ("FPO") and directors, officers and employees acting for such entities in relation to investment;
- high value entities falling within article 49 FPO and directors, officers and employees acting for such entities in relation to investment; and
- persons who receive this presentation outside the United Kingdom.

The distribution of this report to any other person in the United Kingdom is unauthorised and may contravene FSMA. No person falling outside such categories should treat this report as constituting a promotion to them or rely or act on it for any purposes whatsoever. This report is distributed solely to eligible counterparties or professional clients and not retail clients as defined in point (8) of Article 2 of Regulation (EU) No 2017/565 as it forms part of UK domestic law by virtue of the European Union (Withdrawal) Act 2018.

For all other jurisdictions, this report is distributed solely to institutional clients and not retail clients as defined by the applicable securities legislation and regulation to which CIBC Capital Markets may be subject in any jurisdiction.

Miscellaneous

This report does not take into account the investment objectives, financial situation or specific needs of any particular client of CIBC. Before making an investment decision on the basis of any information contained in this report, the recipient should consider whether such information is appropriate given the recipient's particular investment needs, objectives and financial circumstances. CIBC suggests that, prior to acting on any information contained herein, you contact one of our client advisers in your jurisdiction to discuss your particular circumstances. Since the levels and bases of taxation can change, any reference in this report to the impact of taxation should not be construed as offering tax advice; as with any transaction having potential tax implications, clients should consult with their own tax advisors. Past performance is not a guarantee of future results.

The information and any statistical data contained herein were obtained from sources that we believe to be reliable, but we do not represent that they are accurate or complete, and they should not be relied upon as such. All estimates and opinions expressed herein constitute judgments as of the date of this report and are subject to change without notice.

This report may provide addresses of, or contain hyperlinks to, Internet web sites. CIBC has not reviewed the linked Internet web site of any third party and takes no responsibility for the contents thereof. Each such address or hyperlink is provided solely for the recipient's convenience and information, and the content of linked third-party web sites is not in any way incorporated into this document. Recipients who choose to access such third-party web sites or follow such hyperlinks do so at their own risk.

Unauthorized use, distribution, duplication or disclosure without the prior written permission of CIBC World Markets Inc. is prohibited by law and may result in prosecution.

CIBC Capital Markets and the CIBC Logo Design are trademarks of CIBC, used under license.